



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS GALLOO
LITTORAL Division Dunkerque de respecter les
dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral
d'autorisation du 19 juillet 2013 pour son
établissement situé à DUNKERQUE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2013 accordant à la SAS GALLOO LITTORAL Division Dunkerque – siège social 132 route de Gravelines 59630 BOURBOURG, l'autorisation d'exploiter un centre de tri de métaux et de dépollution de Véhicules Hors d'Usage à DUNKERQUE – 2 Avenue de la Garonne ZI de Petite-Synthe ;

Vu la visite approfondie du site en date du 14 janvier 2016 portant sur la gestion du site et le respect du cahier des charges relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, au cours de laquelle l'inspecteur a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé la mesure périodique de bruit, qui devait être effectuée au plus tard en février 2015, conformément à l'article 9.2.3 (Auto surveillance des niveaux sonores) de son arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 2013 ;

Vu le rapport en date du 3 février 2016, du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2013 accordant à la SAS GALLOO LITTORAL Division Dunkerque, l'autorisation d'exploiter un centre de tri de métaux et de dépollution de Véhicules Hors d'Usage à DUNKERQUE 2 avenue de la Garonne ZI de Petite Synthe qui stipule :

.../...

« Article 9.2.3 : Auto surveillance des niveaux sonores

Article 9.2.3.1 : Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans le mois qui suit la signature du présent arrêté préfectoral puis tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieures que l'inspection des installations classées pourra demander » ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS GALLOO LITTORAL Division Dunkerque, de respecter les prescriptions méconnues, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La SAS GALLOO LITTORAL Division Dunkerque, dont le siège social est situé 132 route de Gravelines 59630 BOURBOURG, est mise en demeure, pour son établissement ayant une activité de centre VHU situé 2 Avenue de la Garonne ZI de Petite Synthe 59640 DUNKERQUE, de respecter les dispositions de l'article 9.2.3.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de tri de métaux et de dépollution de Véhicules Hors d'Usage du 19 juillet 2013, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

.../...

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 25 MAR 2016



Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' followed by a horizontal line and a small vertical stroke at the end.

Olivier GINEZ

